

Ce qui s'est passé à Lyon face au 15 quai A. Lassagne le dimanche 22 février 2004

Nous arrivions du quartier de la Croix Rousse vers 15 h 30 dans un véhicule immatriculé et assuré en Pologne lorsqu'à hauteur du quai A Lassagne, une voiture banalisée munie d'un gyrophare nous a fait des appels de phares nous invitant à nous ranger. Ont alors surgi 4 individus en civil et sans aucune distinction de fonction, nous demandant avec agressivité de sortir du véhicule. En premier lieu nous avons refusé de sortir n'ayant aucune information sur leur fonction ni sur la nature de leur opération et ayant le sentiment d'être agressés par des voyous en état d'ébriété ou sous l'effet de produits stupéfiants. Leur demande de sortie du véhicule a été faite avant même de présenter la moindre pièce justifiant leur activité de policiers, sachant qu'ils n'ont mis leurs brassards que plus tard. Suite à nos doutes et à notre effroi par rapport à un comportement aussi brutal ne pouvant en aucun cas nous rassurer sur leur fonction de policiers, les menaces ont commencé à être proférées avec des propos violents et xénophobes liés à la nationalité de Mr HABELA: « vous devriez avoir honte d'être polonais », « on est pas en Pologne ici », « ici c'est pas les mêmes lois que chez vous, nous on est plus strict ». A suivi ensuite une fouille des vêtements de Mr BOUFFARTIGUE, sans que son identité soit vérifiée au préalable, avec confiscation de deux chèques se trouvant dans son portefeuille pour vérifier s'ils n'étaient pas volés. Même si nous avons obtempéré à leurs demandes et répondu à leurs questions, l'attitude des 4 policiers est toujours restée très agressive et menaçante (menaces de mise de menottes, de garde à vue, de saisie du véhicule et d'expulsion hors du territoire français de Mr HABELA).

Nos papiers et ceux du véhicule étant parfaitement en règle, les policiers ont cependant tenu à nous montrer leur supériorité (nous citons : « pour vous prouver que l'on est de la police ») en infligeant à Mr HABELA une contravention pour non apposition d'une attestation d'assurance sur le pare-brise alors que la voiture est assurée en Pologne et que les assurances polonaises, du fait de la réglementation locale, ne prévoient pas ce type d'autocollant. Tout policier compétent sait que pour les véhicules immatriculés à l'étranger, seule la Carte Verte est obligatoire.

Nous avons vécu un véritable cauchemar de 25 minutes alors qu'aucun délit justifiant cette interpellation ne nous a été signifié. Nous avons subi la pression d'individus qui se sont comportés comme si leur attitude agressive et menaçante était soutenue par l'Etat (« ça se passe maintenant comme ça en France et il faudra vous y habituer »). Pire, lorsque l'un des policiers a constaté que nous regardions la plaque d'immatriculation de leur véhicule, il nous a menacés sans équivoque de violences physiques en nous disant « notez-là et on se retrouvera », « si vous le faites, on en parlera à des copains et ils s'occuperont de vous ».

Malgré ces menaces nous n'avons pas voulu passer sous silence cette situation totalement anormale dans un Etat de droit puisque nous avons été traités comme des coupables en puissance et que des propos xénophobes vis-à-vis d'un pays qui fait désormais partie de l'Union Européenne ont été proférés. Nous avons donc envoyé un grand nombre de courriers de protestation (Président de la République, Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Ambassadeur de Pologne, etc...) et avons alerté la presse qui s'est intéressée à cette affaire. Compte tenu de ces courriers et de l'écho médiatique, les policiers incriminés ont porté plainte pour dénonciation calomnieuse alors qu'ils n'ont jamais été désignés nommément puisque nous ne les connaissons pas. De notre côté, nous avons également porté plainte et alerté les services de l'IGPN (Inspection Générale de la Police Nationale) ainsi que la CNDS (Commission Nationale de Déontologie de Sécurité).

Cette réaction des policiers ne nous intimide pas car nous nous sentons parfaitement dans notre bon droit et nous continuerons à témoigner et à nous défendre.

Bertrand Bouffartigue,
Marcin Habela,